

## Si la gauche savait qui a inventé la retraite par répartition...



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 08 juin 2022

Source [Boulevard Voltaire] : Le système de retraite par répartition est un des fleurons de la République, de l'exigence d'égalité et de solidarité de notre démocratie. Il fait partie des acquis sociaux, fruits de la lutte des travailleurs contre l'oppression du grand capital. Issu, historiquement, du programme du Conseil national de la Résistance (intitulé « Les jours heureux »), il est l'un des symboles de la renaissance de la patrie française après l'occupation nazie et la trahison de Vichy. Nos hommes politiques s'en gargarisent, nos bons journalistes, défenseurs nés de la démocratie, se lancent à son propos dans de sublimes tirades.

Tout cela sonne comme du Déroulède... avec un seul défaut : les spécialistes d'histoire sociale contredisent ce récit héroïque. Ils nous affirment, les bougres, que l'architecture du système de retraite a été mise en place par le [gouvernement](#) du maréchal Pétain, qui nous a même légué une de ses caractéristiques pérennes : le déficit. Et la principale raison pour laquelle cet odieux système pétainiste a perduré est que les hommes qui agirent après la Libération furent les mêmes qui avaient agi sous l'Occupation.

Par le décret-loi du 14 mars 1941, en effet, le régime de Vichy crée l'allocation en faveur des vieux travailleurs salariés, soit le « minimum vieillesse ». Il instaure en même temps une pension de retraite par répartition pour les assurés du commerce, de l'industrie et des professions agricoles (jusque-là, les caisses sectorielles fonctionnaient plutôt par capitalisation). Cette promulgation a été préparée par René Belin, ministre du Travail, qui sait de quoi il parle puisqu'il a été, durant les années 30... secrétaire général adjoint de la CGT !

Notons, d'ailleurs, que le ministre René Belin est celui qui a mis en place le premier fonds national de chômage, qui a réorganisé l'inspection du travail, qui a fait du 1er mai un jour chômé et payé, et autres épouvantables mesures dictatoriales.

Techniquement, celui qui a préparé le décret-loi du 14 mars 1941 est Pierre Laroque qui, révoqué du ministère du Travail en raison de ses origines juives, deviendra, le 5 octobre 1944, directeur général de la [Sécurité](#) sociale et mettra en place notre actuel système de protection sociale par les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945.

Les caisses professionnelles ainsi regroupées possédaient des réserves de vingt milliards de francs. Selon les prévisions, la nouvelle caisse pouvait tenir six à sept ans, le temps que les cotisations des assurés permettent de trouver l'équilibre. En fait, le nombre des bénéficiaires s'avéra largement supérieur aux prévisions et les réserves s'épuisèrent en trois ans, ce qui conduisit la Commission administrative des retraites, dès le 4 juillet 1944, à signaler « l'extrême gravité » de la situation et à prédire que, sans action rapide, on arriverait sans délai à « un arrêt de tout le fonctionnement des assurances sociales ». Premier d'une série d'avertissements sur le déficit des retraites, dont nous sommes loin d'avoir vu la fin.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

08/06/2022 06:00